

Galiléo et le mythe de l'indépendance de l'Europe

Yann Le Pellotec

L'Union européenne, en lançant le système de navigation et de positionnement par satellites Galiléo a enfin décidé de mettre fin au monopole économique qu'avaient les Etats-Unis avec le GPS (Global Positioning System).

C'est une question d'indépendance économique majeure, car elle concerne tout le secteur des transports routier, maritime, aérien ou ferroviaire mais aussi l'agriculture, la pêche... La navigation par satellites permet de renforcer la sécurité, d'améliorer l'écoulement des flux de trafic, de réduire les nuisances pour l'environnement et de soutenir le développement multimodal. Le développement du système Galiléo a généré 20 000 emplois en Europe. Son exploitation devrait créer 2000 emplois permanents, sans compter le domaine des applications.

Lancé dans les années 70, le GPS américain, système universel de navigation par satellites, a créé les conditions d'une dépendance technique, politique, stratégique et économique de millions d'utilisateurs. Tout en gardant le contrôle total sur le système, les militaires américains laissent aux civils un service "brouillé", aux possibilités volontairement limitées, d'une précision horizontale (à la surface de la Terre) d'environ 15 mètres.

Pour préserver cette domination, les Etats-Unis via la Grande-Bretagne et les Pays-Bas ont mis une pression terrible pour empêcher la naissance du système Galiléo.

La décision, prise le 10 décembre par le Conseil des ministres de l'Europe, d'aller jusqu'au bout du programme Galiléo permettra, certes, de s'affranchir économiquement de la tutelle américaine. Mais, en matière militaire, les Etats-Unis ont eu gain de cause, Galiléo se limitera aux applications civiles, laissant la défense des nations européennes sous la totale domination du Pentagone. En effet le moindre mouvement des armées européennes, restera sous contrôle des militaires américains. Cette décision constitue une capitulation en rase campagne dans la logique du traité constitutionnel Giscard : une Europe sous l'emprise militaire des Etats-Unis, via l'OTAN, et est porteuse de guerre et d'oppression.

Les larmes de crocodiles de la Commission européenne

Yann Le Pellotec

Pendant la session de janvier au Parlement Européen, la Commission européenne, suite au Tsunami, s'est beaucoup agitée devant les caméras. Mais lorsque Jacky Henin a posé une question orale au Commissaire Mandelson sur les conséquences économiques et sociales de la disparition des quotas d'importations dans le secteur du textile et de l'habillement pour ces populations et au delà sur celles de la planète entière, croyez-vous, qu'en pareille circonstance la Commission aurait eu le réflexe humanitaire de demander un moratoire à l'OMC sur les quotas ? Que nenni, il ne fut question dans la réponse de la Commission européenne que **«d'impact (...) difficile à évaluer au stade actuel et (...) susceptible de changer considérablement d'un pays à l'autre, selon les capacités de mise en œuvre d'avantages concurrentiels dans les segments à valeur ajoutée les plus élevés de la production et selon les politiques économiques nationales»**. Or cette levée des quotas va entraîner, d'après l'avis de tous les experts, la destruction: 300.000 emplois au Sri Lanka, et un million en Indonésie, mais aussi un million dans l'Union européenne, des centaines de milliers dans le Maghreb en tout plus de 30 millions d'emplois sur la planète. Bref, il est urgent de ne rien faire qui entrave, raz de marée ou pas, **«la liberté de**

circulation des hommes, des marchandises et des capitaux». Il y a cent cinquante ans un certain Karl Marx disait que la bourgeoisie moderne avait **«noyé les frissons sacrés de l'extase religieuse, de l'enthousiasme chevaleresque, de la sentimentalité petite-bourgeoise dans les eaux glacées du calcul égoïste»**. La Commission européenne de 2005 a su reprendre à son compte l'héritage de la «bourgeoise moderne» de 1848.

Fonds structurels européens : lorsque Neelie Kroes mange le morceau

Jacky Henin ⁽²⁾

Dans une interview accordée au quotidien *Les Echos* et au *Financial Times*, Neelie Kroes, Commissaire européenne à la concurrence, se propose d'en finir avec les aides d'Etat à caractère régional dans les «pays riches». Pour justifier cet objectif, elle se réclame **«d'un mandat très clair reçu des Etats membres»** de l'Union européenne. Ainsi, le mot d'ordre est **«moins d'aides d'Etat et surtout mieux d'aides d'Etat»**. Il s'agit, en fait, tout à la fois de restreindre le volume des aides et de les réserver aux dix nouveaux membres de l'Union européenne.

Cela s'effectuera, bien sûr, au nom de l'intérêt général de l'Europe (patronale), dont est garante la Commission européenne grâce à son indépendance (de la volonté des peuples). Madame Kroes est d'ailleurs une figure emblématique de cette indépendance et de ce souci de l'intérêt général. En effet, n'a-t-elle pas siégé dans les conseils d'administration et de surveillance de P&O, Thalès, Volvo, Lucent technologie, Lockheed Martin... ? Chacun connaît le caractère philanthropique de ces entreprises en particulier en matière d'emploi et de bien être social. Certes, Madame Kroes, vous avez raison quand vous constatez qu'il y a en Europe des pays riches et des pays pauvres. Mais, sachez qu'il y a aussi des régions pauvres dans les pays riches, il y a même des pauvres dans les régions riches des pays riches. C'est pourquoi, les fonds structurels européens restent indispensables dans le Nord-Pas-de-Calais, comme en Andalousie ou en Wallonie, ou dans d'autres régions, pour un aménagement du territoire qui soit équitable.

Il est plus que nécessaire d'aider au développement des nations les plus pauvres d'Europe, en particulier en matière d'infrastructures publiques. Mais, ce développement pour qu'il soit durable, n'accroisse pas les inégalités entre les populations concernées, et profite à tous en enrichissant l'ensemble des territoires de ces pays, doit reposer sur une demande intérieure stimulée et non sur le tout exportation et la mono-activité. Sinon les subventions européennes ne feront que favoriser le dumping social et les délocalisations, sans guère améliorer le niveau de vie.

Reste que, Madame Neelie Kroes n'invente rien, elle applique simplement la philosophie de la Constitution européenne : «la concurrence libre et non faussée». On peut juger à l'aune de la détermination de Neelie Kroes à appliquer ce dogme libéral, par le caractère dérisoire des «coopérations renforcées» dans le domaine social tant vanté par les prosélytes sociaux-libéraux de la Constitution Giscard : Ce sont des tigres de papier.

C'est pourquoi partisan acharné du NON à la Constitution, je me ferais paradoxalement le meilleur propagandiste des propos de Neelies Kroes car ils sont édifiants sur l'avenir que nous préparerait cette Constitution, si par malheur elle venait à être adoptée. ■

(1) La revue débute une chronique régulière visant à informer sur les choix et décisions des institutions européennes.

(2) Député européen du PCF